

<http://jesuschristenfrance.fr/chretiens-confrontes-a-des-lois/article/pma-le-droit-se-met-au-service-du-desir>

PMA : le droit se met au service du désir

- Chrétiens confrontés à des lois illégitimes, des actes de profanation, des décisions injustes et même des agressions criminelles -



Date de mise en ligne : mercredi 9 janvier 2019

Copyright © Jésus-Christ en France - Tous droits réservés

PMA : "le droit se met au service du désir" pour Mgr Aupetit

« Alors que le projet de loi sur l'extension de la PMA à toutes les femmes sera présenté en Conseil des ministres en début d'année 2019, Monseigneur Michel Aupetit estime dans Le Grand rendez-vous Europe 1/CNews/Les Echos, que "l'on va payer très cher" cette réforme.

INTERVIEW"La PMA, ce sera fait en 2019." C'est ce qu'a assuré Benjamin Griveaux, porte-parole du gouvernement, à la fin du mois de novembre. Le projet de loi sur l'extension de la procréation médicalement assistée (PMA) à toutes les femmes sera présenté en Conseil des ministres en début d'année. Une nouvelle qui ne réjouit pas Monseigneur Michel Aupetit, archevêque de Paris et invité du Grand Rendez-vous Europe 1/CNews/Les Echos, dimanche.

"On va s'avancer sur un terrain que l'on va payer très cher après." "Remettre en cause toute la structuration de la physiologie humaine, "bricoler des choses pour répondre à des désirs individuels" est très dangereux, selon lui. "Le droit se met au service du désir. Or, le droit est au service du bien commun", argumente l'Archevêque de Paris, qui estime qu'"on va le payer très cher après".

Il estime que l'extension de la PMA ne viendra pas rétablir une justice entre les couples puisqu'il "n'y a pas d'injustice" : "Ces personnes ne sont pas stériles. Si elles étaient stériles, il y aurait une injustice." Il ajoute par ailleurs qu'avec une telle mesure, "on ne considère pas les droits" des enfants, en rappelant que "les droits de l'enfant de l'ONU insistaient bien sur le fait qu'un enfant a le droit d'être élevé par son père et sa mère". "Est-ce que le droit de l'enfant est inférieur au droit des adultes, qui eux sont puissants et ont la parole ?", s'interroge-t-il.

"C'est une question de vision humaine." Monseigneur Michel Aupetit s'était déjà fermement opposé à l'instauration du mariage pour tous, ouvert aux couples homosexuels en 2013. Il s'apprête donc à perdre un nouveau combat, cinq ans plus tard. "Ce n'est pas une question de combat, c'est une question de vision humaine", tient-il à préciser. "Est-ce que l'on peut se mettre autour d'une table et réfléchir aux questions anthropologiques ?"

Il rappelle qu'à l'époque, "il y avait un million de personnes dans la rue" pour clamer leur opposition au mariage pour tous et que le gouvernement "n'a pas tenu compte de ce qu'ils ont dit" : "Tous les gens qui ont participé à la manifestation pour tous ont eu l'impression d'être profondément méprisés." »

Source : Francois Dupas Europe 1

[info catho](#)